



## ARRETE

### **portant renouvellement de l'habilitation dans le domaine funéraire de l'établissement secondaire « POMPES FUNEBRES MARBRERIE CATON » situé 82, avenue Dauphine – 45000 ORLEANS**

Le Préfet du Loiret,  
Chevalier de la Légion d'Honneur,  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L 2223-23,

Vu le décret n°95-330 du 21 mars 1995 relatif aux modalités et à la durée de l'habilitation dans le domaine funéraire,

Vu la demande présentée le 16 février 2016, par l'entreprise « POMPES FUNEBRES CATON » dont l'établissement principal est domicilié 140, rue de Normandie à 45160 OLIVET, en vue de solliciter le renouvellement de l'habilitation dans le domaine funéraire pour son établissement secondaire ayant pour dénomination « POMPES FUNEBRES MARBRERIE CATON » sis 82, avenue Dauphine – 45000 ORLEANS,

Vu l'extrait du registre du commerce et des sociétés en date du 17 novembre 2015,

Considérant que cette entreprise remplit les conditions, pour obtenir l'habilitation dans le domaine funéraire,

Sur la proposition du Secrétaire Général de la Préfecture du Loiret,

## ARRETE

**Article 1er :** L'établissement secondaire ayant pour dénomination « POMPES FUNEBRES MARBRERIE CATON » sis 82, avenue Dauphine – 45000 ORLEANS, dont le responsable est Monsieur Pascal CATON, est habilité pour exercer sur l'ensemble du territoire national les activités suivantes :

- ◆ transport de corps avant et après mise en bière,
- ◆ organisation des obsèques,
- ◆ soins de conservation (en sous-traitance),
- ◆ fourniture des housses, des cercueils et de leurs accessoires intérieurs et extérieurs, ainsi que des urnes cinéraires,
- ◆ la gestion et l'utilisation des chambres funéraires,
- ◆ fourniture des corbillards et des voitures de deuil,

.../...

- ♦ la fourniture de personnel et des objets et prestations nécessaires aux obsèques, inhumations, exhumations et crémations.

**Article 2** : Le numéro de l'habilitation est 16-45-001.

**Article 3** : La présente habilitation **est accordée pour une durée de 6 (six) ans soit jusqu'au 20 février 2022.**

**Article 4** : Les régies et les entreprises ou associations habilitées doivent faire mention dans leur publicité et leurs imprimés de leur forme juridique, de l'habilitation dont elles sont titulaires et, le cas échéant, du montant de leur capital.

**Article 5** : Tout changement dans les informations contenues dans la demande d'habilitation devra être déclaré dans un délai de deux mois.

**Article 6** : Le Secrétaire Général de la Préfecture du Loiret est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à ORLEANS, le 15 avril 2016

**Pour le Préfet, et par délégation,  
Le directeur,**

**Signé : Sylvie GONZALEZ**

Dans un délai de deux mois à compter de la date de la notification ou de la publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs de la préfecture, les recours suivants peuvent être introduits conformément aux dispositions de l'article R. 421-1 et suivants du code de justice administrative :

- un recours gracieux, adressé à : M. le Préfet du Loiret  
service de la Coordination Interministérielle, Mission Affaires Générales  
181, rue de Bourgogne 45 042 ORLEANS CEDEX ;

- un recours hiérarchique, adressé au (x) ministre (s) concerné (s) ;

Dans ces deux cas, le silence de l'Administration vaut rejet implicite au terme d'un délai de deux mois.

Après un recours gracieux ou hiérarchique, le délai du recours contentieux ne court qu'à compter du rejet explicite ou implicite de l'un de ces recours.

- un recours contentieux, en saisissant : le Tribunal Administratif - 28, rue de la Bretonnerie 45 057 ORLEANS CEDEX  
1.